

coup d'œil et de cran dans la situation navrante faite à la classe ouvrière par l'inepte politique fédérale, et beaucoup, décidés à l'action, les ont suivis, ne sachant où on les mènerait. Mais là n'est point la question.

Le danger non plus ne vient pas tant de la C. C. F. en elle-même. D'aucuns peuvent, forts de l'expérience humaine et de principes sains, trouver hasardeux le tournant que donnerait au Canada une politique C. C. F. et s'inquiéter de la situation faite à l'homme dans cette économie dirigée. D'autres enfin, au nom d'une doctrine d'unité nationale résultant d'un développement biculturel, se refuseront à croire la centralisation C. C. F. capable de réaliser cet idéal. Mais certains, à l'encontre, pourront avancer... Aussi ne procède-t-on pas ici au jugement de la C. C. F.

Ce qui est à juger et à dénoncer vigoureusement, ce n'est ni le C. C. T. ni la C. C. F., c'est la collusion C. C. T.-C. C. F. L'événement est considérable par son caractère totalitaire, antidémocratique.

La civilisation occidentale a pris en effet des siècles pour découvrir que la meilleure protection des droits essentiels à la personne humaine dépendait de la distinction des ordres, familial, professionnel et politique, et, dans le plan politique, de la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire: le système politique anglais, fruit d'expériences séculaires chrétiennes, en fournit la preuve. Notre démocratie s'est établie sur des distinctions. Tout comme le totalitarisme, qui en est la négation, procède par fusion, par confusion des ordres et pouvoirs. Toute dictature personnelle, quand elle laisse un simulacre d'organisme législatif, supprime toujours l'indépendance des tribunaux de dernière instance et fond tout dans l'exécutif. Mais, plus profondément, tout régime totalitaire absorbe le social, le professionnel, et parfois même le familial, dans le politique; on a vu les syndicats ouvriers d'Allemagne et de Russie devenir des organismes politiques ou dominés par le parti, les corporations fascistes se couler dans le moule de l'État. Partout, sous prétexte de force et d'unité, la même régression s'opérait: on détruisait des cloisons que la civilisation occidentale avait crues nécessaires à l'exercice de la liberté humaine. Et contre cette barbarie, sans nuance, nos pays prirent les armes.

Mais voici qu'à l'intérieur du pays, l'on constate la même régression, le même procédé de confusion des ordres. L'épithète surprendra beaucoup de gens sincères qui la ressentiront comme une injure, mais il faut dire que l'alliance C. C. T.-C. C. F. constitue de l'authentique fascisme. Le fait que les groupes alliés ne dominant pas encore tout à fait leur domaine respectif rend l'alliance moins immédiatement néfaste, mais non moins dans la ligne totalitaire.

On se demandait pourquoi les organisateurs québécois du C. C. T. étaient parfois des organisateurs de la C. C. F., pourquoi cette hâte chez eux de constituer ici, dans la province, le « château fort » du Congrès, pourquoi, enfin, ces méthodes spectaculaires de propa-

gande par la grève ou autrement. Il s'agissait de l'air marchante d'un parti politique, voulant à tout prix s'infiltrer dans le Canada français. Pour réussir l'invasion, tous les moyens étaient bons, même les totalitaires.

Ou encore, seconde hypothèse, les deux groupes, l'un professionnel, l'autre politique, se sont inconsciemment rencontrés, par-dessus les barrières sociales, sous la poussée du besoin d'être fort et de l'instinct unitaire. Ce serait alors plus grave. L'événement nous révélerait que pour la lutte à finir qui s'en vient après la guerre entre les forces capitalistes et les forces ouvrières (*The Coming Show-down*, par Karl Dreher), les chefs ouvriers sont prêts à recourir aux méthodes dites fascistes. Si les masses devaient les suivre, si l'esprit d'équilibre propre à Québec ne devait pas s'imposer à la politique ouvrière canadienne, il faudrait proclamer en toute vérité que, malgré la victoire de nos armes, nous avons été vaincus par les totalitaires. *Graecia capta ferum victorem cepit.*

Pour un ordre meilleur

DANS SON DERNIER MESSAGE de Noël, consacré à la paix comme les trois précédents, Pie XII insiste sur l'établissement d'un ordre social plus conforme à la dignité humaine. Il en fait même la première condition d'une paix stable et durable:

La plupart des plans de sécurité sociale édités récemment n'oublient-ils pas cette condition essentielle? Ils se préoccupent bien d'améliorer la situation matérielle de l'ouvrier, mais n'est-ce pas presque toujours au détriment de sa liberté, de sa responsabilité, de sa dignité, en le rendant trop dépendant de l'État?

Combien l'emporte à ce point de vue la déclaration que vient de publier la Commission générale des Semaines sociales du Canada. Elle veut, elle aussi, une transformation radicale de l'ordre actuel: les richesses doivent être mieux partagées afin que chacun puisse jouir d'un certain « degré d'aisance et de culture », suivant l'expression même de Pie XI.

Mais cette transformation ne viendra pas tant de l'action directe de l'État que de celle des institutions.

La famille et la profession devront jouer dans l'ordre nouveau un rôle prépondérant. Le concours de l'État leur est nécessaire. Sans son aide et sa protection elles seraient impuissantes. Mais soutenues par lui, il leur sera possible d'organiser la société d'une tout autre façon et d'assurer à chacun de ses membres une existence conforme à leur haute destinée.

Ce manifeste des Semaines sociales s'impose à l'attention de tous. Il rappelle en quelques articles brefs la doctrine de l'Église et l'applique à notre propre situation. Sur cette base solide on pourra maintenant élever l'édifice nouveau qui abritera une société où régneront l'ordre et la justice.

PLAIDOYER POUR LA LUMIÈRE

Émile GERVAIS, S. J.

LA GUERRE tue l'esprit et la culture dans les pays qu'elle envahit. Parmi les décombres fumants que les obus et les bombes ont laissés, qui pourrait distinguer l'université, le laboratoire du savant ou l'atelier de l'artiste? Et que d'esprits supérieurs engouffrés dans la tourmente, enlevés par la mort! De telles pertes sont irréparables. On rebâtit les maisons, on refait les villes, on ensemeince les champs labourés par la mitraille; on ne ressuscite pas les génies qui devaient glorifier et éclairer le monde.

Remercions la Providence d'avoir tenu loin de nos rives de tels malheurs, sans oublier les devoirs que cette protection exceptionnelle nous impose envers les peuples moins favorisés, envers les âmes plus encore qu'envers les corps. Nous avons un après-guerre à préparer dès maintenant. N'est-ce pas M. Roosevelt qui dénonçait dernièrement les esprits myopes qui refusent de regarder au delà de la guerre actuelle et de préparer l'avenir?

Alors ne serait-ce pas suprême folie, sous prétexte de battre tous les records et de nous donner la vaine gloire d'en faire plus que les autres, de nous mutiler nous-mêmes, d'annihiler dès maintenant notre puissance de reconstruction, d'hypothéquer par avance nos richesses, les richesses spirituelles et culturelles surtout plus précieuses que l'or de nos mines et le blé de nos plaines?

Le mois dernier, RELATIONS dénonçait la conscription de nos étudiants de 18 ans, au nom du Canada français qui voyait son système d'instruction classique condamné à mort par cette mesure. Aujourd'hui, c'est au nom du Canada tout entier que nous devons protester, du Canada menacé dans sa culture et dans sa valeur humaine, et que la conscription en masse de ses étudiants rendrait incapable de collaborer à la reconstruction du monde de demain.

On risque d'abord de condamner au chômage un groupe imposant de professeurs, de désaffecter des facultés « for the duration ». Ce n'est pas tout. Cette conscription menace de paralyser pour de longues années la vie universitaire, d'imposer au moins dix ans de stagnation aux foyers les plus puissants de culture. Pendant trois ou quatre années d'abord, professeurs et élèves resteront mobilisés pour gagner la guerre et pacifier le monde. Les hostilités finies, il faudra ramener à leur chaire les professeurs dont les services seront sollicités de toutes parts. Il faudra surtout renouveler la clientèle étudiante. Parmi les élèves d'aujourd'hui, la mort, les blessures graves auront fauché

à grands coups. Les survivants ne reviendront pas tous à l'université, les uns détournés de leur carrière, les autres empêchés de reprendre leurs études. Ces vides, personne ne les comblera, les collèges et les high-schools ayant perdu chaque année de guerre leurs plus vieux élèves.

Viendra un jour où cette stagnation forcée amènera une pénurie des chefs dont le Canada aura un besoin très pressant. Déjà, à l'heure actuelle, s'ébranle un bouleversement social, le plus considérable que le monde ait connu depuis des siècles. Un indice entre mille. L'Angleterre est en train de se changer socialement d'une manière radicale. Les raids, les restrictions de guerre ont rapproché les classes, les ont même confondues. Les masses ouvrières s'ouvrent à la vie, elles découvrent leur puissance. Elles n'accepteront plus que l'ancien ordre capitaliste et trustard survive à la guerre, maintienne son règne sur tous les travailleurs. Déjà leurs chefs commandent aux premières places, comme M. Bevin qui, un jour, pourrait bien remplacer, sinon détrôner, le premier ministre Churchill.

On exigera alors des transformations radicales, des changements qui remettent en lumière les principes et les vérités où s'appuie la conscience humaine. On se moquera bien des palliatifs d'ordre économique ou alimentaire. On ne sera même pas satisfait de la sécurité, de l'aisance, prédites par tous les prophètes officiels, Beveridge, Marsh, et solennellement promises au monde par la Charte de l'Atlantique. Il faudra faire la révision des valeurs, la révolution des idées, il faudra étancher la soif croissante de vérité et de doctrine.

C'est dire combien le monde aura besoin de lumière, combien il en a besoin aujourd'hui même. Dans son désarroi, il se tournera vers ses chefs naturels, qui devront lui indiquer la route, affermir son regard et diriger sa pensée. Ces chefs, les universités les lui fourniront. Ou personne ne le fera, et nous verrons se réaliser la parole du Sauveur: « Malheur aux aveugles conduits par des aveugles. » A nous de décider, et dès aujourd'hui.

Sans doute, les universités, celles de l'Amérique du Nord surtout, n'ont pas toujours bien servi la culture. Bien des témoins l'ont noté. Dans sa magistrale conférence *l'Université, école de haut savoir*, S. Ém. le cardinal Villeneuve ne craint pas d'affirmer: « Dans le monde entier, en Amérique particulièrement, le vrai concept universitaire est diminué. Il a été atrophié, depuis la Renaissance surtout, par l'érudition et le matérialisme de la raison, qui ont pris la place de la science et de l'esprit. On a cru que d'ajouter indéfini-